



SETTIMANALE CORSU
D'INFORMATIONS



PR JOSETTE DALL'AVA-SANTUCCI

«QUAND ON A LA VIE D'AUTRUI ENTRE SES MAINS, ON N'A PAS D'EGO»

INTERVIEW
P5 À 7

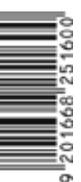
Photo DR

1,60€



ÉCONOMIE
LES LAMANEURS À BASTIA,
ENTRE COVID ET ÉLECTIONS
P8

KAMPÀ P2 • ÉDITO P3
OPINIONS P4 • ÉCONOMIE P10
MUNICIPALES P11 • DETTI È FATTI P12
EN BREF ET EN CHIFFRES P13
CARNETS DE BORD P14 • ANNONCES LÉGALES P17



S E M P R ' À F I A N C ' À V O I

CAMBIANI I TEMPI, MICCA U CURAGHJU



À LA UNE

INTERVIEW

PR JOSETTE DALL'AVA SANTUCCI

P5



OPINIONS

ÉCONOMIE

LAMANAGE À BASTIA

LE MANIFESTE DE CORSICAN BUSINESS WOMEN

MUNICIPALES JULIEN MORGANTI, LA TROISIÈME VOIE

DETTI È FATTI

EN BREF ET EN CHIFFRES

POLITIQUE CARNETS DE BORD

ANNONCES LÉGALES

P4

P8

P10

P11

P12

P13

P14

P17

A NOS LECTEURS ET AMIS

APRES LA PANDEMIE COVID-19.

Et maintenant...

Nous n'avons pas été épargnés en Corse, et avons éprouvé aussi les difficultés de cette pandémie, les chaînes d'informations en continu ont refait, encore refait le film afin que nul ne l'ignore dans tous les coins de France et d'ailleurs.

Alors reprenons notre rythme et nos engagements, notre souffle et notre énergie. Au cœur de ces semaines difficiles, nous avons maintenu « quoiqu'il en coûte » nos parutions. L'atelier d'imprimerie ayant été fermé comme beaucoup d'autres entreprises, confinement oblige, c'est l'édition numérique de notre journal qui nous a permis de maintenir le lien et le droit à l'information, et au respect dû à nos lectrices et lecteurs.

Ce respect d'autant plus nécessaire que le vieux « service public » assumé par la Poste qui permettait heureusement sur l'ensemble du territoire de recevoir journaux et courrier, s'est effondré ou a défailli, chaque usager jugera de la bonne qualification. Nous avons joué notre rôle en permettant au plus grand nombre de nos lecteurs de recevoir ICN Informateur Corse dans leurs boîtes mail.

Nous sommes aussi allés plus loin, en laissant un libre accès (gratuit) sur notre site www.icn.corsica pour que chacun puisse télécharger notre journal, beaucoup l'on fait et nous en sommes heureux, le lien est resté vif entre les lecteurs et nous durant cette période, que nous n'aurions jamais imaginé devoir vivre.

Nous pensons à ceux qui ont hélas perdu la vie et à ceux qui les pleurent, à ceux qui ont souffert et qui souffrent encore, mais aussi à l'armée blanche des soignants qui en silence a rempli sa mission primordiale: tenter quoi qu'il advienne de ne pas se laisser submerger et de tenir, de préserver dans des conditions inimaginables ce qui était encore possible. Nous leur sommes infiniment redevables, nous ne devons pas l'oublier et agir là où nous le pourrons pour que ces applaudissements quotidiens ne disparaissent dans le silence de ces temps « presque » heureux qui vont revenir. ■ Paul AURELLI

I was...

A simana passata, hè fiuritu un hashtag da facci trimà d'orrori è d'oddiu nant'à Twitter. Donni, pà a maiò parti, isciuti dipoi pocu da l'adolescenza o appena più vechji, ma ancu certi chì sò oramai mammi, ani libaratu a so cuscenza cù dui parolli: #IWas. Si tratta quì di dinunzià fatti di violenza sessuali durante a so zitillina o più tardi, chì i vittimi ani sempri tinutu piatti in a so mimoria, senza parlanni à nimu suventi, mancu à a so famighja. Marturiati in a so menti è ancu ind'a so carri, si sò dicisi, cù un curaghju scemu, à parlà pà cacciassi un pesu, avanzà in a so vita è soprattuttu aiutà l'altri à palisà ciò ch'elli ani pussutu campà com'è sparienzi dramatici. È si pò dì un affari: sò millai è millai di missaghji chì sò stati publicati in calchi ghjornu solu nant'à i reti social, è a Corsica ùn faci micca parti di l'eccezioni, mancu appena. Comu fà par ùn essa stanturatu da i discrizioni fatti da tutti ssi donni, ch'è no pudemi cunnoscia da vicinu o da luntanu, cuntendu i so guai è fenduci sapè u so traumatismu. Aldilà di i malfatti amintati, hè dinò u prubema di a reputazioni chì pudaria essa fatta à ssi vittimi, minacciati da u so boia s'elli duviani parlà di publicà, par asempiu, ritratti d'elli spugliati nant'à internet pà falli cantà. D'altrondi, un contu Instagram hè statu criatu, soca da ghjenti chì si sò ricunnisciuti inde i dinunzii fatti nant'à Twitter, pà metta à esecuzioni sta minaccia. C'hè da renda, à dilla franca! S'è certi vuliani difenda dinò u mitu d'una Corsica pulita, cù sempri l'argumenti di l'ideuluggii impurtati, ùn vali a pena. Righjittà a colpa nant'à l'alcool, a droga, i filmi, i ghjoculi videò, a musica è tutti l'altri scusi merzi, hè finita. A nostra isula hè com'è tutti l'altri lochi di u mondu, cù i so qualità è i so difetti, certi belli piatti, ma chì cumenciani à spuntà, ancu di grazia. S'ellu ùn si rivedi micca u prubema fundamintali di l'educazioni da i parenti in generali, c'hè di chì avè paura ch'elli ci fussini torna di più #Iwas à l'avvena... ■ Santu CASANOVA

Deux voyelles pour présenter l'avenir. Cette chose qui, selon Hugo n'appartient à personne, sinon à Dieu, mais que tout être peut légitimement revendiquer. Dans la mesure, bien sûr, où il n'aura pas l'outrecuidance d'exiger une obligation de résultat. C'est quoi c'délire? Pas de stress... IA désigne l'intelligence artificielle mise à l'entière disposition de l'homme. Autant dire, frère humain, que c'est tout bon pour c'qu'on a! Et par dessus tout excellent pour tout ce que nous n'avons pas et qui fait cruellement défaut à nos QI très moyens! Demain, bientôt, car des applications sont déjà sorties des cartons, l'IA pourra pallier toutes nos carences. Rectifier toutes nos errances. Corriger nos aberrations. Résoudre nos problèmes, personnels ou professionnels. Et ce en tous les domaines. Surtout n'allez pas argumenter, en faisant allusion aux prestations télévisuelles de certaines divas de la politique ou du showbiz, qu'en matière d'intelligence artificielle nous avons déjà l'article. Soyons sérieux! Imaginez plutôt un agent conversationnel, [un super conseiller, si vous préférez], qui aurait réponse à toutes vos questions. Un serveur-cerveau capable de lire en vous, de déchiffrer et chiffrer vos besoins. Capable de vous guider et bien plus de vous dicter les meilleurs choix à coup sûr. Songez qu'avec pareil outil dans sa boîte, Hollande aurait appris à se servir d'un arrosoir; DSK serait l'actuel Président de la République, les femmes de ménage de l'ex-Hôtel Murat seraient judicieusement pourvues de blouses en tissu déperlant et résistant au moindre éjaculat; un benjamin, broutard d'une toute autre nuance de grey à gré, serait en passe de devenir maire de Paris... La base de données en ligne de l'US National Library of Medicine indexe plus 1600 revues médicales qui chaque année diffusent des milliers d'articles scientifiques à l'entière disposition du monde médical. Mais quel cerveau humain pourrait engranger autant de données pour les régurgiter au moment opportun? Aucun, hélas. L'IA, elle, serait d'ores et déjà capable de gérer pareil pactole pour, par exemple, révéler aux médecins la meilleure façon de lutter contre une pandémie mortifère. Pactole exploité dans tous les sens du terme, objecterez-vous avec l'appui de Francis Bacon: «Le conseil donné est presque toujours dirigé vers l'intérêt de celui qui le donne». D'autant que, derrière les applications issues de l'IA se trouveront toujours des hommes pour exploiter le filon au mieux de leurs propres intérêts et leurs vilains desseins... Comment vous contredire? À défaut d'être assisté par un agent conversationnel, je ne suis pas en mesure de répondre intelligemment. Mais par ailleurs, sans snober les ordinateurs ultra performants et leurs algorithmes dont j'ignore tout et jusqu'à ce qui se cache derrière ces mots, j'avoue regretter, déjà, le temps du bon gros bon sens commun, la possibilité [illusoire?] de se déterminer en notre âme et conscience, ou même le simple instinct animal pourtant, dit-on, privé de toute réflexion. Et, angoisse crépusculaire, par dessus tout je redoute qu'à court ou moyen terme l'IA n'aboutisse, par l'atrophie irréversible des cellules cérébrales humaines, à la disparition des arts. ■ **Paulu-Santu MUSÈ-PUGLIESI**

ICN INFORMATEUR CORSE NOUVELLE™

RÉDACTION

Directeur de la publication – Rédacteur en chef:
Paul Aurelli
(Heures de bureau 04 95 32 89 95 - 06 86 69 70 99)
journal@icn-presse.corsica
Chef d'édition:
Elisabeth Milleliri
informateur.corse@orange.fr
(Heures de bureau 06 44 88 69 40)
1^{er} secrétaire de rédaction:
Eric Patris
eric.patris-sra@icn-presse.corsica
(Heures de bureau 06 44 88 66 33)

BUREAU DE BASTIA

1, Rue Miot (2^e étage), 20200 BASTIA
• Secrétariat **Bernadette Benazzi**
Tél. 04 95 32 04 40 (Heures de bureau 06 41 06 58 36)
gestion@corsicapress-editions.fr
• Annonces légales **Albert Tapiero**
Tél. 04 95 32 89 92 (Heures de bureau 06 41 58 40 23)
AL-informateurcorse@orange.fr

CorsicaPress Éditions SAS

Immeuble Marevista, 12, Quai des Martyrs, 20200 Bastia,
Tél. 04 95 32 89 95
Société locataire-gérante des titres et marques
Principaux associés: PA, JNA, NCB, JFA, GA, AG, RL, PMLD.

IMPRIMERIE

AZ Diffusion 20600 Bastia • Dépôt légal Bastia
CPPAP 1020 C 88773 • ISSN 2114 009
Membre du SPHR
Alliance de la Presse d'Information Générale
Fondateur Louis Rioni

Moments de crise

À peine sommes-nous sortis, semble-t-il, d'une crise sanitaire que nous devons faire face à d'autres crises qui, elles, ne pourront pas être jugulées par de simples gestes barrières.

Crise économique, contenue pour le moment, avec des milliards d'euros – sous forme de Prêts Garantis par l'État – qui ne se ramassent pas mais sont distribués à la pelle en cette fin de printemps afin de soutenir les professionnels qui en font la demande mais aussi les endetter un peu plus. Même s'il est difficile de contester l'utilité de ces aides pour éviter aux entreprises d'être englouties dans la catastrophe crainte par Édouard Philippe, on peut tout de même s'interroger sur le remboursement futur de cette «avance sur recette» par les entreprises bénéficiaires si elles le peuvent, par d'autres générations sans qu'elles le veuillent.

Crise sociale avec un chômage qui explose, des liquidations judiciaires prononcées, des plans sociaux annoncés voire utilisés comme moyen de chantage et, des inégalités de plus en plus insupportables.

Crise politique avec encore dernièrement des alliances de circonstance ou contre-nature et des déchirements ou coups bas en interne à l'aube d'un possible remaniement gouvernemental.

Mais aussi, crise de conscience réactivée presque internationalement après ces images d'un homme noir à terre en train d'agoniser sous le genou d'un policier, blanc. Au delà de l'icône qu'est devenu aujourd'hui Georges Floyd, sa mort filmée a provoqué de gigantesques manifestations de vies pour protester une nouvelle fois contre les racismes, les discriminations, les iniquités de traitement et les violences de ceux qui devraient nous en protéger. Au sortir d'un confinement qui a exacerbé nos sens, nos émotions et nos craintes, nous semblons redécouvrir que pas un domaine de nos vies personnelles ou citoyennes n'échappent à des moments de crise. Des crises qui surgissent toujours comme des ruptures entre un Avant et un Après. Des crises qui si brutales, déstabilisantes et troublantes soient-elles ne peuvent pas être réduites à leur versant le plus sombre, destructeur. Toute crise est aussi porteuse de changements, d'espoirs, de possibles réactions, réorganisations, réinvention de nos mondes, de nos vies. Alors pourquoi ne pas se souhaiter «une bonne crise»? Se dire sous un masque d'humour, ces trois mots pour nous inciter à saisir justement ces *moments de crise* si chers à Chateaubriand *qui produisent un redoublement de vie chez les hommes.* ■

Dominique PIETRI

PR JOSETTE DALL'AVA-SANTUCCI

Photo DR

**« QUAND ON A
LA VIE D'AUTRUI
ENTRE SES MAINS,
ON N'A PAS D'EGO »**

Après avoir été enseignante en physiologie médicale, chercheur international en pathologie respiratoire et chef de service des Hôpitaux de Paris en exploration fonctionnelle, avoir œuvré pour le maintien du Samu 2B et la création d'une première année d'études de santé à l'Université de Corse, le Pr Josette Dall'Ava Santucci s'est investie dans le monde associatif avec notamment Corsica Diaspora. Elle est également membre du Comité consultatif scientifique de la CDC, qui prône une gestion sanitaire des flux de population en Corse durant l'été 2020.

Propos recueillis par Elisabeth MILLELIRI

« Depuis l'Antiquité, on sait que les flux de populations génèrent la propagation des épidémies, ça devrait être gravé dans notre inconscient collectif ».

Qu'est-ce qui a influé sur vos choix de carrière? Pourquoi la physiologie et l'exploration fonctionnelle?

Au départ, c'est un peu le fruit du hasard. N'étant pas issue d'un milieu très argenté, j'ai dû commencer à travailler avant la fin de mes études de médecine. La possibilité d'être assistante en physiologie s'est présentée. Ce devait être transitoire, mais j'ai adoré cette discipline extrêmement variée, qui touche à toutes les autres, fait la synthèse entre tous les organes, sans segmenter le corps, puisqu'elle permet de comprendre comment celui-ci fonctionne dans son ensemble et comment on passe de la santé à la maladie. J'ai adoré l'enseigner. À l'hôpital, l'exploration fonctionnelle est un plateau technique qui s'applique à toutes les pathologies, donc très pluridisciplinaire. Puis le fait d'être présidente de l'Association française des femmes médecins m'a également permis d'avoir une vision assez large de la médecine.

Durant le confinement, nombreux sont ceux qui se sont mobilisés de manière solidaire: cagnottes, bénévolat, soutien aux soignants... Mais la «vie d'avant» est de retour. Pensez-vous que cette période n'a été qu'un hiatus, ou bien qu'elle a suscité une prise de conscience durable?

J'espère qu'on n'a pas complètement tourné la page, qu'on maintient encore les gestes barrières, car si on n'obtient pas la mise en place de contrôles sanitaires avant l'arrivée de voyageurs, on va avoir des problèmes. Depuis l'Antiquité, on sait que les flux de populations génèrent la propagation des épidémies, ça devrait être gravé dans notre inconscient collectif. On semble pourtant l'avoir oublié. J'espère aussi qu'il restera quelque chose de la solidarité exprimée à l'égard du personnel soignant. Applaudir les soignants, c'est bien, mais il faut surtout les écouter et les respecter et j'espère que leur mouvement annoncé pour le 16 juin recevra un soutien important ici. L'ARS de Corse a mis en place un quadrillage efficace (tester, isoler, tracer), mais ça ne suffira pas si les gens ne font pas assez attention. Le personnel de santé n'est pas prêt à essuyer la même situation que celle qui s'est produite pendant cette première vague. On ne peut pas espérer compter comme chaque année sur des médecins intérimaires, notamment en réanimation. Il nous faut donc préserver les forces vives dont nous disposons et dont on a un besoin majeur.

Le comité consultatif scientifique dont vous êtes membre a mis en avant la nécessité d'une gestion régulée des flux de population durant l'été et proposé que les arrivants soient testés avant leur voyage. Certains font valoir que les tests ne sont pas fiables à 100% et proposent plutôt une prise de température à l'arrivée...

Nous sommes des scientifiques, nous avons donc tout pris en compte et analysé, y compris le fait qu'il peut y avoir un certain taux de faux négatifs. Dans l'avis que nous avons rendu le 23 mai dernier, tout est pris en compte et tout est calculé, y compris bien évidemment la sensibilité du test et le fait que des personnes, négatives au moment du test ou ayant contracté la maladie après le test, puissent déclarer la maladie une fois en Corse. Les calculs montrent qu'avec des tests on peut diviser par 5 le nombre de malades susceptibles de nécessiter des soins en réanimation. Il s'agit de réduire le risque pour qu'il soit soutenable au vu de la capacité hospitalière de notre région. Nous avons eu une réunion, à l'invitation de l'ARS, avec le Pr Antoine Tesnière, conseiller auprès du ministre de la Santé, qui connaissait très bien notre dossier et a validé la pertinence

scientifique de notre projet. Quant à la prise de température dans les ports et aéroports, je rappelle qu'un avis du Haut conseil de la santé publique en date du 28 avril signale que cette mesure n'est pas pertinente.



La décision d'autoriser le plan que propose le comité scientifique consultatif de Corse est du ressort, non du ministère de la Santé, mais du Conseil de défense et de sécurité nationale. Est-ce selon vous de bon augure?

Ce que je crois comprendre, c'est qu'on va nous proposer des moyens supplémentaires et notamment des moyens aéroportés pour évacuer en cas de dépassement des capacités. Le Conseil scientifique national, présidé par le Pr Delfraissy, a formulé des propositions sur la base de 4 scénarios, du plus optimiste au plus pessimiste, et préconise d'utiliser tous les moyens de prévention à l'échelon régional afin d'éviter le dépassement des structures hospitalières. Or là, on a des tests, des masques, et nous sommes parfaitement sur cette ligne, pourquoi attendre le pire? Pourquoi une machine de guerre alors que par ailleurs on considère que, face au virus, nous sommes plutôt dans une phase de processus de paix? Je trouve contre-productif de penser à un scénario-catastrophe en négligeant les moyens de l'éviter, en négligeant une réelle gestion de risque. D'autant qu'il faut savoir que la mise en œuvre de rapa-

« Je trouve contre-productif de penser à un scénario-catastrophe en négligeant les moyens de l'éviter, en négligeant une réelle gestion de risque ».

triements sanitaires suppose qu'il y ait du personnel disponible pour les préparer. Nos médecins et nos soignants ne peuvent plus, physiquement et psychologiquement, supporter un scénario-catastrophe qui n'a pas lieu d'être. Il faut savoir également que certains médicaments d'anesthésie-réanimation, en pénurie relative, sont maintenant contingentés. On nous enverra des hélicoptères parce que c'est médiatique, mais où trouvera-t-on le personnel soignant? Et qui prendra en charge le reste des patients contaminés? La guerre a bon dos. Il serait peut-être temps de revenir sur terre. Affronter le risque ne me fait pas peur, dans la mesure où tout a été

« On nous enverra des hélicoptères parce que c'est médiatique, mais où trouvera-t-on le personnel soignant? »

« Pour la Corse, tester les voyageurs avant qu'ils n'arrivent, c'est aussi un geste-barrière, qui diminue fortement le risque. »

fait pour s'y préparer, ce qui ne semble pas être le cas à moins d'un revirement de situation.

L'OMS recommande de «tester, tester»... Êtes-vous favorable à des tests massifs?

Les tests massifs, pour moi, ça ne veut pas dire grand-chose. Ça se justifie lorsque ça répond à un objectif. Je pense par exemple à l'Islande où a été recueillie il y a quelques années une base génétique sur toute la population et qui a testé Covid 20% de celle-ci, l'objectif étant de faire la relation entre tel génome des gens et telle capacité de résistance à une maladie. Tester largement dans un cluster, dans les Ehpad, tester les patients qui doivent être hospitalisés, tester les personnes qui se déplacent, ça a du sens; tester de façon aléatoire pour savoir quel est l'état de l'épidémie pour une image plus précise de la prévalence, aussi. Mais tester tout le monde pour tester tout le monde, ça n'a pas de sens.

Le Pr Delfraissy a déclaré le 5 juin à l'adresse des Français «maintenant, les soignants, c'est vous, vous êtes vos propres soignants», en les invitant à conserver mesures de distanciation et gestes barrières. Que vous inspire cette déclaration?

On ne peut pas mettre un policier derrière chaque personne qui éternue. Donc responsabiliser les gens, leur rappeler qu'en se protégeant soi-même on protège les autres, je trouve que c'est assez bien vu. Cela dit, pour la Corse, tester les voyageurs avant qu'ils n'arrivent, c'est aussi un geste-barrière, qui diminue fortement le risque.

Le Pr Delfraissy a également déclaré que si le virus continue à circuler, l'épidémie est sous contrôle...

Mais justement, il faut qu'elle le reste! Il faut que les gens aient conscience que ce n'est pas fini. On ne peut pas s'en tenir à dire, comme le font certains gourous, que la courbe est en cloche et que c'est terminé. Et actuellement, alors qu'on s'appête à recevoir, en peu de temps, le double voire le triple de notre population, ce ne sont pas les chiffres de la Corse qui nous intéressent le plus, mais ceux des régions d'où vont y arriver des visiteurs. Je rappelle qu'il y a quelques mois, la situation était sous contrôle en France... jusqu'à ce qu'y arrivent des gens malades. Mais on manquait de tests et on a vu que le confinement et l'épuisement des soignants ont permis de gérer la situation catastrophique. Faut-il recommencer? On peut «réarmer» le plan blanc en 48h, soit, mais a-t-on conscience que c'est la suppression immédiate de toutes les vacances pour les soignants?

Durant la crise sanitaire, des médecins, notamment les médecins hospitaliers, ont dénoncé une sur-administration de la santé. Quel est votre point de vue à ce sujet?

Durant la crise sanitaire, j'ai suivi la situation sur les hôpitaux de Paris, que je connais bien. Au contraire de la sur-administration habituelle, les soignants se sont organisés comme ils l'ont voulu, par eux-mêmes, sans attendre que tout vienne d'en haut, que l'info monte et redescende. Une situation bien différente de celle qu'on a pu connaître durant la canicule. Les gens ont eu la liberté de faire leur boulot. Et nous aimons faire notre travail. Ce que nous n'aimons pas, c'est qu'on nous empêche de travailler. Il faut ôter un car-

can, aller vers une administration plus souple, plus fluide, retrouver une liberté des soignants, les laisser s'organiser par eux-mêmes, tous niveaux confondus. Ils ont démontré qu'ils en étaient capables. Lorsqu'on a la vie d'autrui entre ses mains, on n'a pas d'ego.

Le Pr Juvin, estimait voilà quelques semaines dans nos colonnes, que la question de la santé était appelée à devenir un élément central de notre société. Êtes-vous de cet avis?

Je suis d'un naturel optimiste. Mais aujourd'hui, je doute. Durant le confinement, les gens ont applaudi les personnels de santé. Mais aujourd'hui, on n'entend que le discours des affairistes qui se fichent de la santé. Je ne parle pas des familles et de tous ceux pour qui le tourisme représente la survie, c'est ceux-là qu'il faut

« Aujourd'hui, on n'entend que le discours des affairistes qui se fichent de la santé. Je ne parle pas des familles et de tous ceux pour qui le tourisme représente la survie, c'est ceux-là qu'il faut aider en priorité. »

aider en priorité. Lorsque nous avons lancé, avec Corsica diaspora, des appels aux dons pour financer l'achat de matériel, nous avons reçu beaucoup de contributions de gens modestes ici, et d'un peu partout dans le monde des contributions importantes, notamment de la ville de Paoli City aux États-Unis. En revanche, on n'a rien vu venir du côté de nos grands clusters touristiques, à part des critiques incessantes et des contre-vérités scientifiques. Pourtant la Corse reste la destination privilégiée des Français qui ont entendu nos préoccupations sanitaires. Je crains que les gens n'aient bientôt tout oublié. C'est pourtant honteux, la façon dont on traite les infirmières en France. Je ne peux qu'espérer qu'elles obtiendront gain de cause, qu'on augmentera leurs salaires et que les médecins auront plus d'autonomie et retrouveront leurs prérogatives dans l'organisation des soins.

Alors que les sites dédiés aux questions médicales ou les séries télévisées ayant pour cadre le milieu médical, ont beaucoup de succès, l'intérêt pour ce qui est médical ne détrône-t-il pas l'intérêt pour la santé?

La médecine de catastrophe, c'est toujours plus attrayant... Les gens aiment le grand cinéma, les transports sanitaires en hélicoptère ou en navire-hôpital. Et le ministère de la Santé est en fait le ministère de la maladie, pas vraiment de la prévention qui maintient la santé. Dans l'inconscient collectif, un malade, c'est encore une personne couchée et la maladie, c'est un lit. Il faut sortir de cette idée-là pour considérer les bénéfices de l'exercice physique, du sport-santé, de l'alimentation. Beaucoup de maladies sont liées à la sédentarité et à la «mal-bouffe». Nous avons vu arriver ici, avec les ferries et les grandes surfaces, un certain nombre de maladies dites «de civilisation». L'après-Covid va nous amener, j'espère, à reconsidérer tout cela, les circuits courts, les biens essentiels, mais là encore qui va faire les arbitrages entre l'industrie agro-alimentaire et la santé? Nous verrons bien... mais en tant que consommateur, nous avons un certain pouvoir... Oui, la santé est d'abord en nous! ■

« Nous avons vu arriver ici, avec les ferries et les grandes surfaces, un certain nombre de maladies dites «de civilisation». L'après-Covid va nous amener, j'espère, à reconsidérer tout cela... »

LAMANAGE, ENTRE COVID-19 ET MUNICIPALES



Durant la crise sanitaire, les transports entre Corse et continent se sont considérablement ralentis concernant les marchandises et ont été très limités voire interrompus s'agissant des passagers.

L'impact sur l'économie se révèle important, a fortiori pour des entreprises dont l'activité dépend directement de la fréquentation portuaire, comme la Société coopérative et participative (Scop) de lamanage du port de commerce de Bastia. La moitié de son effectif est au chômage partiel ou absent pour différentes raisons. Cette société de gens de mer est aussi au cœur du débat quand il s'agit de réfléchir sur l'avenir du principal port de commerce de Corse.

«Le métier du lamaneur est mal connu, dit Paul-Jean Emanuelli, père fondateur de la Scop et son actuel coordonnateur des équipes, il est pourtant essentiel à la vie du port. Le lamanage, c'est l'ensemble des opérations nécessaires pour aider le navire à accoster ou partir en toute sécurité. Nous assurons l'amarrage, le largage, la sécurisation du bateau mais aussi des infrastructures portuaires. C'est un métier d'extérieur, physique, qui peut être dangereux. Les intempéries, les courants, la particularité des ports, la taille des bâtiments augmentent la difficulté de notre travail. Si les amarres

cassent – et ça arrive – c'est notre vie qui est en jeu. Or Bastia est un des ports les plus dangereux de France, un des seuls au monde où, par grand vent, il est plus sûr d'attendre au large que de venir à quai. Pourtant, c'est un métier passionnant: on est dans l'échange avec le commandant. Il reste maître à bord, mais on l'assiste, on a une vocation de conseil... Puis notre métier est diversifié: nous sommes formés à la lutte anti-pollution, à la lutte contre les incendies de navires, nous sommes habilités à faire du sauvetage en mer, nous faisons du remorquage, etc. Dans une société de lamanage comme la nôtre, on est sur zone 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24 tous les jours de l'année. Nous effectuons une mission de service public qui ne peut pas être interrompue. »

Dans le port de Bastia, ce n'est qu'en 1991 que cette activité s'est organisée. «Elle est née d'une heureuse rencontre en 1989 avec Christian Liguori, président du lamanage sur les ports de Marseille. Il y avait des besoins en Corse. Sur ses conseils, nous avons décidé de créer une association de marins professionnels et avons mis

« L'an dernier, en avril, nous avons accueilli 145 bateaux sur le port de Bastia, il y en a eu 55 cette année, en mai nous en avons 174, il y en a eu 71 à Bastia et le port d'Île Rousse est fermé. »



en place une coopérative ouvrière, une Scop. Le 15 juin 1991, nous avons débuté. Calvi et Île-Rousse sont venus ensuite, en 2007, de la nécessité d'avoir sur les ports des marins lamaneurs qualifiés. » Car même s'ils n'embarquent pas nécessairement, tous les lamaneurs sont avant tout des marins brevetés: « Il existe 4 services portuaires, ajoute Alexandra Valery, gérante de la Scop, le pilotage – sans doute le plus connu –, la manutention, puis le lamanage et le remorquage, deux activités qui sont de notre ressort. Le fait d'être marin donne l'expérience des manœuvres, la connaissance de la météo, de la conception d'un navire, de son comportement, facilite les échanges avec le bord... Nous travaillons maintenant avec l'Association de lamanage des ports français (ANLPF) à l'inscription au registre national des certifications professionnelles (RNCP) de la certification de lamaneur. L'officialisation de ces qualifications, dont sont déjà titulaires la plus large majorité des professionnels en service, contribuera à une meilleure reconnaissance de notre métier qui mérite davantage de visibilité. » Elle-même, diplômée d'école supérieure de commerce, a suivi un cursus au Lycée maritime de Bastia avant d'intégrer la Scop.

« Une société coopérative et participative est une entreprise dont les employés sont des collaborateurs salariés, remarque-t-elle. C'est une forme d'économie sociale et solidaire motivante pour chacun d'entre nous : nous sommes nos propres salariés. C'est particulièrement important dans la période que nous traversons : durant le confinement, le trafic a chuté de façon dramatique et on n'a pas eu de reprise le 11 mai ». Réduction de plus de 20 % des rotations de la Corsica Linéa, de plus 70% de Corsica Ferries, absence de la Moby Line dans les ports de Haute-Corse... « Nous avons subi une baisse de plus de 60 % de notre chiffre d'affaire ! Actuellement, nous sommes tenus par notre mission de service public d'être présents sur les ports, mais nous n'avons ni l'activité ni les rentrées financières escomptées. L'an dernier, en avril, nous avons accueilli 145 bateaux sur le port de Bastia, il y en a eu 55 cette année, en mai nous en avons 174, il y en a eu 71 à Bastia et le port d'Île Rousse est fermé. La moitié de nos 16 marins lamaneurs sont au chômage partiel ou arrêtés pour différentes raisons (congé, enfants...). Nous devons engager 8 saisonniers, il y a de forts risques que nous ne puissions le faire. Nous espérons juste que les mesures de chômage partiel pourront se poursuivre pour sauver nos emplois. »

L'autre problème qui préoccupe les lamaneurs mais aussi les professionnels de la mer et utilisateurs du port de commerce, c'est l'avenir même du port. S'il est le plus important de l'île, il est aussi le moins bien adapté au trafic actuel. « Il est devenu dangereux, remarque Paul-Jean Emanuelli. Que se passerait-il en cas d'incendie sur un navire ? Le port est au cœur de la ville ! Quant à l'idée

d'agrandissement, quand on connaît la profondeur du bassin, on ne voit pas trop comment elle serait réalisable. Au plan technique, un tombant de 90 à 100 mètres coûterait bien trop cher. De toute façon, un port est pensé sur un siècle. On ne peut pas faire du bricolage, et il faut entre 15 et 20 ans pour le construire ».

Au sein de la Scop lamanage, on ne définit pas de préférence concernant la nouvelle structure, on dénonce l'obsolescence de l'ancienne. « Nous avons besoin d'être entendus sur ce sujet, conclut Alexandra Valery. Avec des professionnels de la mer et usagers du port* nous avons créé l'Union maritime Bastia port (UMPB) pour porter notre voix. Le constat est simple : les infrastructures désuètes ne subsistent que grâce à des dérogations et les normes de sécurité terrestres et maritimes – sous les standards internationaux – entraînent des risques croissants pour les personnes travaillant sur le port et les navires. De plus, les conditions météo font que les fermetures du port sont de plus en plus fréquentes (4 sur ces derniers mois) avec des répercussions économiques pour l'ensemble du territoire. Puis on assiste à des retards, des perturbations à cause de ces mêmes conditions météo : Bastia ne joue plus son rôle de port abri. Ce n'est pas tout : les conditions de manœuvres pour les navires sont de plus en plus délicates, la ville souffre d'un engorgement pendant 4 mois de l'année, le manque croissant de places de stationnement pour le fret augmente les risques d'accidents entre camions et voitures de passagers sur les terre-pleins. Quant à la taille limitée des navires pouvant être acceptés, elle ne permet pas le renouvellement des flottes et gêne la baisse de l'empreinte environnementale. Bref, Bastia, doit se doter d'infrastructures à la mesure de ses ambitions. Nous avons toujours eu conscience qu'un tel programme aura des impacts environnementaux et économiques. Mais nous avons la certitude qu'il est possible de construire un nouveau port respectueux de l'environnement et catalyseur du développement de l'île. Alors, nous posons 3 questions aux candidats à la mairie de Bastia : Quel est leur positionnement sur ce choix pour Bastia et la Corse : un nouveau port, l'agrandissement du bassin actuel ou le statu quo ? Quelles seraient leurs visions de réhabilitation du bassin St Nicolas dans le cas où le projet du Portu Novu aboutirait ? Quelles solutions pensent-ils apporter sur le long terme aux différents problèmes soulevés plus haut dans le cas où la situation resterait inchangée ? » Dans l'attente d'une réponse... ■

Claire GIUDICI

* membres du bureau : Achille Raffalli, pilote maritime, président ; Alexandra Valery 1ere vice-présidente ; Pierre Ersa, PDG de SAS Ersa Transport, 2e VP ; Jacques Olmiccia, gérant de la Scop des dockers de Bastia, secrétaire général ; Philippe Cheric, PDG des transports la Casincaise, trésorier ; Pierre Mattei, président de Corsica Ferries ; Pascal Trojani, président de Corsica Linea ; Fabien Paoli, président de Moby France

ÉCONOMIE

LES CBW REFUSENT LE FATALISME



Photo Manon Perelli

Face à l'importante crise économique qui s'annonce, les Corsican Business Women lancent un manifeste pour une économie durable et formulent des propositions pour limiter la casse.

« **U**ne vulnérabilité antérieure à la crise» mais « une capacité de résilience et un potentiel de redressement à moyen terme si l'on organise notre engagement collectif dans un cadre de concertation, de partage d'information et de redevabilité vis-à-vis de la région ». C'est l'état des lieux qu'ont dressé les Corsican Business Women (CBW) le 5 juin dernier à Ajaccio. Très inquiète face à la crise économique majeure qui s'annonce, l'association qui regroupe 72 cheffes d'entreprises lance un manifeste. Un « engagement à résister au processus de fatalisme, d'inertie ou de délitement » pour « retrouver une économie à la hauteur des enjeux de la Corse ». « Je vois trop autour de moi qu'on laisse filer et que la situation est inexorablement en train de pourrir. Pour nous, il n'y a pas de fatalisme », lance Caroline Subra-Tarsitano, présidente des CBW, en notant qu'il y a urgence à mettre sur pied des mesures concrètes et adaptées à l'écosystème local. « Beaucoup de mesures visent les entreprises de plus de 20 salariés, néanmoins les TPE constituent 98 % du tissu économique local », souligne-t-elle ainsi. L'association propose cinq mesures d'urgence : diminution de taux de la TVA générale de 20 % à 10 %, dans la restauration de 10 % à 2,10 %, et dans le bâtiment de 10 % à 5,5 % ; diminution de 50 % de la CSG et du CRDS sur les salaires ; exonération des heures supplémentaires de cotisations salariales de sécurité sociale et d'impôt sur le revenu pour les salariés d'une part, de charges patronales pour les employeurs d'autre part, sans le plafond des 5 000 € ; baisse des charges à tous les secteurs d'activité ; exonération totale de cotisations sociales pour la durée de la crise sanitaire pour toutes les entreprises de moins de 10 salariés.

Mais face aux vulnérabilités de l'économie insulaire, mises en exergue par la crise de la Covid-19, les CBW veulent aller plus loin que des mesures de « colmatage ». Avec ce manifeste, elles aspirent aussi à porter un projet d'économie durable. Pour ce faire, elles prônent tout d'abord la mise en place d'un statut fiscal et social spécifique, avec par exemple des exonérations d'impôts sur les bénéfices et de cotisations sociales pour les TPE de moins de

10 salariés. L'association demande également une diminution du coût du fret et du transport pour les activités de production locale, soulignant qu'il revient souvent plus cher d'exporter un produit jusqu'à Marseille, que d'importer du matériel entre l'Asie et la cité phocéenne. « Et puis, le système des aides sur le fret est très nébuleux et chronophage et nos entreprises doivent être davantage soutenues à ce niveau », indique Caroline Subra-Tarsitano. Les CBW demandent par ailleurs la création d'un « véritable système de financement régional propre, adapté à l'écosystème entrepreneurial ». « Sur le PGE, qui est quand même un prêt garanti à 90 %, des banques ont pourtant demandé à certaines de nos membres leur bilan 2019 afin de savoir si l'entreprise est saine. Mais ce n'est pas la question ! Il y a vraiment deux poids deux mesures entre les TPE et les grosses entreprises à qui on prête allégrement », fustige la présidente des CBW, en pointant la nécessité de prendre en compte la réalité du tissu économique local. Déplorant également un accompagnement des entrepreneurs qui « laisse à désirer », l'association souhaite voir se construire un guichet unique leur permettant de se consacrer pleinement à leur activité. « Aujourd'hui, un entrepreneur doit se débrouiller avec la multitude de structures qui existent pour savoir à quelles aides il a droit. Il perd un temps incroyable et c'est aussi comme cela qu'une entreprise finit par s'effondrer, regrette Caroline Subra-Tarsitano. Il faut simplifier le système si on veut sauvegarder nos entreprises et vraiment faciliter la vie aux entrepreneurs, d'autant que beaucoup sont dans le rural ». Les CBW espèrent aussi un engagement citoyen des administrations et de la grande distribution sur la consommation locale : « Nous voudrions que soit instaurée l'obligation de faire travailler des entreprises corses à un certain niveau de quotas ». Enfin, pour l'association, il est aussi temps plus que jamais de se tourner pleinement vers le développement durable. « Il faut que l'on revoie toutes notre modèle entrepreneurial. Dans ce cadre, nous avons un projet de convention avec l'Ademe à travers lequel on souhaite financer pour nos 72 membres des pré-diagnostics pour les accompagner à la transition écologique ». ■ Manon PERELLI

BASTIA

LA TROISIÈME VOIE DE JULIEN MORGANTI.



Photo Anna-Livia Giovannetti

Comme dans d'autres villes où le maire n'a pas été élu dès le premier tour, le second tour des élections municipales se déroulera le 28 juin à Bastia. Dans ce contexte inédit d'épidémie, trois listes s'affrontent. Celle de la majorité sortante conduite par Pierre Savelli. Celle qui réunit Jean-Sébastien de Casalta, l'autre candidat de gauche Jean Zuccarelli et Jean-Martin Mondoloni à droite. Celle de Julien Morganti, qui a décidé de partir seul à l'assaut de la mairie et sera le troisième homme de cette élection

Vous étiez 4e au premier tour avec 12,42% des suffrages exprimés. Pour vous, pas d'union au second tour. Pourquoi?

À l'issue des résultats du premier tour, nous avons proposé une union, la plus cohérente, crédible et propre, basée sur des valeurs et des projets. Si les têtes de liste n'ont pas donné suite, les militants, colistiers et sympathisants de ces démarches nous on rejoints. Pour la première fois à Bastia, on ne sera pas obligés de voter contre, on pourra aussi voter pour un projet.

L'union avec la gauche et la droite n'était pas possible?

Je l'ai proposée en responsabilité, au regard des résultats du premier tour. On aurait pu faire une union crédible avec deux autres listes. Ce n'était pas possible. Maintenant, les électeurs auront trois choix avec deux projets en concurrence.

Un problème de place?

Non, j'avais édicté trois principes. Sur les valeurs, le projet politique et l'accord. Ils n'ont pas voulu donner suite. Je comprends mieux quand je vois ce qui s'est passé de l'autre côté.

Une alliance avec Pierre Savelli ne vous a jamais tenté?

Jamais, je suis un opposant déterminé et farouche à cette majorité.

N'est-ce pas un pari risqué de partir seul au second tour?

C'est la question qu'on m'avait posée au premier tour. On a bien vu que nous ne sommes pas dans une logique de pari mais de projet qu'on offre aux Bastiais. Quand on voit cette crise économique et les conséquences qu'il va y avoir notamment sur Bastia, c'est par le projet qu'on devient crédible. Et les Bastiais m'ont mis en situation d'être au second tour et de porter ce projet en responsabilité à la ville. Donc maintenant, nous avons quinze jours pour convaincre.

Vous dites que pour la première fois les Bastiais auront le choix?

On a trop souffert et 2014 est l'exemple d'un vote contre. Deux camps qui s'affrontent et l'épisode des masques a été quelque part l'incarnation de ces deux systèmes de haine qui font que Bastia est à l'arrêt. J'ai voulu que les Bastiais aient une autre possibilité plutôt que de devoir en permanence voter contre. On voit que les alliances ne marchent pas. En 2014, ce n'est pas un maire qu'on a sorti, c'est un système. Aujourd'hui, le choix est différent. Parce qu'il y a trois listes. Sortir de cette mairie qui est incompétente et de cet attelage de soustraction, parce qu'on voit bien, entre les «Zuccarellistes» qui sont humiliés, les communistes qui sont partis et la droite qui ne suit pas, que nous sommes dans une configuration complètement différente. C'est pour cela que je veux sortir de ce clivage qui fait qu'aujourd'hui on est en plein décrochage par rapport à Ajaccio.

Les Bastiais sont prêts pour ça selon vous?

Ils l'ont déjà montré au premier tour en sanctionnant la mairie. Maintenant le second tour c'est pour choisir un maire. Oui, ils sont prêts.

La politique du contre est synonyme de blocage selon vous?

Oui, parce qu'au second tour, on fait l'inverse de ce qu'on a dit au premier tour et les électeurs sont trompés. En général, cela dure le temps de l'élection, cela dure six mois. 2020 ne peut pas être la revanche de 2014, Bastia mérite mieux.

La crise sanitaire que nous venons de vivre peut-elle avoir une influence sur les électeurs et le vote?

Elle a déjà eu un impact sur la participation au premier tour et on voit bien que nous sommes dans une campagne de second tour inédite. On doit recommencer à sensibiliser parce que ce n'est pas la priorité. La priorité reste la lutte contre le Covid 19. En même temps, il y a des enjeux stratégiques pour Bastia d'un point de vue économique, social et environnemental. D'où l'importance du projet. Nous avons 140 propositions que nous avons déclinées de manière concrète et dynamique et cette campagne un peu tronquée pour des raisons sanitaires permet, justement, à travers la stratégie que nous avons déclinée, notamment en numérique, de valoriser l'ensemble du projet et du contenu.

On évoque ce fameux «monde d'après» le Covid 19. Est-ce qu'aujourd'hui nous en sommes là: proposer un projet pour en finir avec l'ancien monde?

Effectivement. Nous avons lancé une plateforme le 17 avril dernier et nous en ferons la restitution au début de l'été sur sept ateliers participatifs pour inviter les gens à réfléchir au-delà de l'immédiateté et voir comment on peut se projeter dans la ville de demain. On le voit notamment avec la question de l'espace public, qu'on est en train de se réapproprier pour des questions sanitaires, ce qui va avoir des conséquences sur notre quotidien. Oui, le projet, à travers le parking, les emménagements, est déjà intégré dans la manière dont nous allons vivre dans l'après-crise.

Dans cette situation inédite, comment avez-vous fait campagne?

Il y a eu plusieurs phases. Celle du confinement, où on a été très actifs notamment en matière d'aides sociales, de fabrication de masques, de propositions sur les écoles et les commerces. Maintenant, cette phase active de lancement de campagne, déclinaison de la stratégie que nous avons depuis un an. Meetings en live, réunions de quartier, projets avec des maquettes, stratégie digitale, tout en restant sur le terrain pour valoriser les équipes et le projet. ■

Propos recueillis par Christophe Giudicelli

CONFINEMENT

VRAIMENT PAS TOUS LOGÉS À LA MÊME ENSEIGNE

De même que la misère, le confinement n'est pas moins pénible au soleil. Deux études récentes de l'Insee portant sur Ajaccio et Bastia montrent combien la structure familiale et les conditions de logement influent sur les effets du confinement et de la reprise d'activité

Le (beau) temps ne fait rien à l'affaire. La qualité de vie au quotidien, notamment en confinement, varie non en fonction de la météo, mais de la structure familiale et des conditions de logement. C'est ce qu'indiquent deux études de l'Insee qui examinent les fragilités et les conditions de vies inégales des quartiers d'Ajaccio et Bastia. Ainsi, 91% de la population bastiaise et 89% de la population ajaccienne vit en appartement, «avec un accès à l'extérieur de fait restreint», soit près de deux fois plus que ce qui est observé dans les unités urbaines de 50 000 à 100 000 habitants en France de Province [48%]. Si neuf Bastiais sur dix et neuf Ajacciens sur dix vivent donc en appartement, on observe par ailleurs qu'un Bastiais sur huit et un Ajaccien sur dix vivent dans un logement suroccupé, où le nombre de pièces est insuffisant au regard de la taille de leur ménage. À Bastia, près de 5 800 personnes sont dans ce cas, soit 13,3% de la population, les quartiers les plus concernés étant ceux de la Citadelle et d'Erbajolo. À Ajaccio, la suroccupation concerne près de 7 000 personnes, soit 10,4% de la population, les quartiers les plus touchés étant ceux de Candia et de l'avenue Franchini.

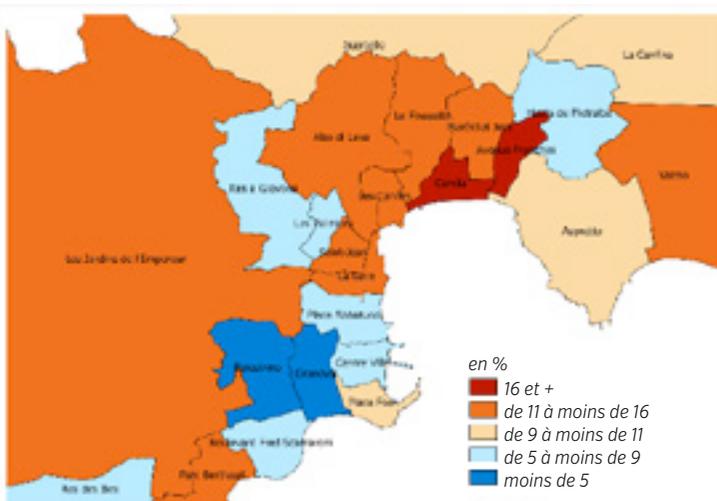
La suroccupation des logements concerne 4,9% des ménages dans les agglomérations de plus de 100 000 habitants en France de Province et 1,6% de ceux vivant dans celles de moins de 10 000 habitants ou dans des communes rurales. Or, avec respectivement 7,3% et 7,2% de logements en suroccupation, Ajaccio et Bastia se détachent «nettement des autres unités urbaines de taille comparables [3,0% dans les unités urbaines de 50 000 à 100 000 habitants en France de Province]». Si cette situation rend le confinement plus difficile à vivre, l'isolement durant cette période accentue la vulnérabilité, notamment pour les personnes âgées, ou en situation de pauvreté ou de handicap. À Bastia, 5 800 personnes vivent

seules dans leur logement soit près de 13% de la population : 45% ont 65 ans ou plus et 27% ont 75 ans ou plus. À Ajaccio, ce sont 8 000 personnes qui vivent seules dans leur logement soit 11,5% de la population : 45% ont 65 ans ou plus et 26% ont 75 ans ou plus. Les 65 ans et plus vivant seuls représentent une part importante de la population de certains quartiers : Cité Aurore, Ponte Prado et Mairie pour Bastia ; Bd Fred Scamaroni, Place Foch et Saint-Jean pour Ajaccio.

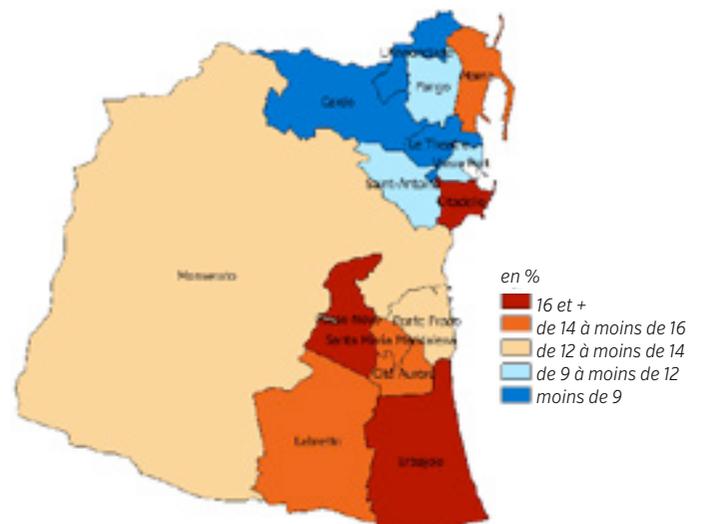
De plus, parmi les personnes vivant seules, 24,4% à Bastia et 17,4% à Ajaccio vivent sous le seuil de pauvreté. On observe que la composition du ménage influe fortement aussi sur les difficultés rencontrées en confinement. À Bastia, 10,7% des couples avec au moins un enfant et 20,8% des familles monoparentales vivent dans un logement suroccupé. À Ajaccio, 10,1% des couples avec au moins un enfant et 18,6% des familles monoparentales sont concernés. Une situation qui peut s'avérer d'autant plus délicate, avec de jeunes enfants : plus de la moitié des familles bastiaises et ajaccienne avec enfant(s) a au moins un enfant de 11 ans ou moins et parmi elles, 17,0% à Bastia et 10,6% à Ajaccio vivent dans un logement suroccupé, ces taux grimant à 28,4% et 22,6% pour les familles monoparentales avec de jeunes enfants. Pour ces familles, la période de déconfinement et de reprise d'activité peut elle aussi s'avérer problématique, notamment pour la question de la garde des enfants lorsque les deux parents travaillent. À Bastia, 1 900 familles avec au moins un enfant de 16 ans ou moins sont concernées, auxquelles s'ajoutent 1 100 familles monoparentales dont le parent est en emploi, soit 24% des familles. Pour Ajaccio, 3 600 couples avec au moins un enfant de 16 ans ou moins, et 1 600 familles monoparentales dont le parent est en emploi, sont dans ce cas, soit 26% des familles. ■ AN

TAUX DE PERSONNES VIVANT DANS UN LOGEMENT SUROCCUPÉ

AJACCIO



BASTIA



Source : Insee, recensement de la population 2016, exploitation complémentaire

TRANSPORTS

Corsica linea réaffecte A Nepita

Huitième navire de la flotte Corsica linea, le navire A Nepita, un cargo mixte affrété auprès de l'armateur suédois Stena Roro, a fait l'objet d'un important arrêt technique d'avril à juin 2020 au chantier naval de Perama, près d'Athènes. Le temps de le doter d'un système de scrubbers pour le traitement des fumées et d'augmenter sa capacité. A Nepita, qui peut embarquer 140 remorques et 100 voitures, ou 500 voitures, 1200 passagers et dispose de 173 cabines et d'un salon fauteuils, devait initialement desservir l'Algérie. En raison de la crise liée à la Covid-19, son plan de flotte a dû être modifié. «Face à l'incertitude qui pèse sur la réouverture de l'espace Schengen et, de fait, la desserte de l'Afrique du Nord pendant la période estivale, nous avons su nous adapter en positionnant notre navire sur la desserte de la Corse, afin de répondre aux attentes des socioprofessionnels insulaires» explique Pierre-Antoine Villanova, directeur général de la compagnie. Le cargo mixte naviguera donc temporairement vers la Corse pour l'été 2020. Chaque semaine, à compter du 23 juin, il effectuera au départ de Marseille, 2 traversées sur Bastia et 2 traversées sur Ajaccio. Puis, à partir de la mi-août, il desservira la ligne Marseille/Ajaccio à raison de 7 traversées par semaine. Sur l'ensemble de la saison estivale, il s'agira de traversées de jour et de nuit, dans le respect des mesures sanitaires en vigueur, en fonction de l'évolution de la situation liée à la Covid-19. ■ AN



Photo: Voyager Shipspotting

HÔTELLERIE

Bye-bye Booking?

Le torchon brûle entre le collectif des hôteliers du golfe d'Ajaccio, qui regroupe une quarantaine de PME du secteur de l'hébergement touristique professionnel, et la plateforme de réservation d'hébergements Booking.com. Le collectif reproche aux agences de voyages en ligne de ne pas avoir joué «le rôle qui devrait être le leur, celui de partenaire des hôteliers et d'intermédiaire de confiance pour leurs clients communs» face à la crise sanitaire et ses conséquences économiques. Un grief qui vise plus particulièrement Booking.com «aux abonnés absents pour les hôteliers au cours des derniers mois, sauf lorsqu'il s'agissait de faire de l'ingérence malvenue, à son unique profit» en plaçant, selon eux, «les hôteliers dans des positions inconfortables vis-à-vis de leurs clients» ou en les empêchant «de décider pleinement de leur politique commerciale». Et d'ajouter que si «la plateforme n'a fait aucun geste, aucune proposition pour soutenir la profession» elle n'a en revanche «pas cessé de commercialiser des meublés touristiques alors même qu'un arrêté préfectoral interdisait cette activité en Corse (comme dans de nombreux territoires), en raison du risque sanitaire qu'ils représentaient. La plateforme continue d'ailleurs de mettre largement en avant ces logements, véritables hôtels clandestins pour certains, alors que 80 % d'entre eux ne sont même pas déclarés auprès des municipalités, comme la loi les y oblige pourtant». Un constat qui a conduit le collectif d'hôteliers à poser des exigences: baisse substantielle des commissions qu'ils doivent régler à la plateforme (elles atteindraient aujourd'hui plus de 20%, contre 10% il y a une dizaine d'années); mise en avant réelle de l'hébergement en règle avec la loi par rapport aux hébergements non-déclarés qui ne devraient plus être commercialisés et fin de l'ingérence dans les politiques commerciales des hôteliers. La totalité des hôteliers et exploitants de résidences de tourisme ajacciens, ainsi que la plupart de ceux des communes limitrophes, ont fermé leurs stocks de chambres et appartements disponibles sur Booking pour le mois d'août. Les réservations se font en direct ou via d'autres agences. ■ AN

76%

Les chiffres de la semaine

des particuliers en France prévoient de reporter ou annuler tout ou partie des dépenses ou investissements prévus avant la crise sanitaire, selon une étude réalisée par Columbus Consulting. Seuls 13% envisagent de consommer pour rattraper leur retard. 17% des sondés disent rester confiants dans la situation actuelle: 20% des 18-29 ans, et à peine plus de 10% chez les 65-75 ans

3,8%

Les chiffres de la semaine

de repli pour le SP 95 et une baisse de 4% pour le gazole par rapport au mois d'avril 2020: en mai dernier, les prix moyens à la consommation des carburants ont diminué pour le 4^e mois consécutif en Corse, indique Corsistat. Les différentiels de prix moyens au litre entre la Corse et le continent diminuent, pour le SP 95 [-24%] comme pour le gazole [-5,7%].

483

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

sites en France, représentant 401 plages et 106 ports de plaisance, ont obtenu pour 2020 l'écolabel Pavillon Bleu dont on célèbre cette année les 35 ans d'existence. La Corse voit 3 de ses plages - Trottet et Terre sacrée à Ajaccio et plage du Ruppione à Pietrosella - et 4 de ses ports - Bonifacio-Marina, Tino Rossi-Ajaccio, Solenzara et Saint Florent - recevoir le label.

CARNETS DE BORD

PEUR, ESPOIR ET COLÈRE

par **Béatrice HOUCARD**

Journaliste successivement à *La Nouvelle République du Centre-Ouest*, *La Vie*, *Le Parisien*, *Le Figaro* et *L'Opinion*. Spécialiste de politique, passionnée de cyclisme et d'opéra.

Auteur notamment de

À quoi servent les députés? (Larousse, 2008),

Le Fait du Prince (Calmann-Lévy, 2017),

Le Tour de France et la France du Tour (Calmann-Lévy, 2019).



Déménager? Certains Français en rêvent, d'autres envisagent sérieusement de changer de ville et de vie. À Paris, les agences immobilières signalent le cas d'habitants qui repassent à peine par la case « capitale » et mettent leur appartement en vente après avoir passé le confinement en province, souvent dans leur famille. Ceux qui sont restés pendant deux mois en ville dans de petits appartements avec vue sur cour et sans balcon mais avec bruit du voisinage, jurent qu'au prochain confinement [s'il doit y en avoir un autre], ils auront changé d'adresse.

Encore faut-il passer à l'acte et, d'abord, avoir du travail ailleurs. Attention quand même aux mauvaises surprises si l'on choisit une ville moyenne ou une commune rurale: quand ils verront remonter le prix de l'essence [historiquement bas en ce moment], devront acheter deux voitures pour leur foyer, quand ils constateront qu'il n'y a pas de médecin de garde et qu'il faut attendre six mois pour un rendez-vous chez l'ophtalmo, quand ils pesteront contre une 4G défailante, les anciens « métropolitains » risquent parfois de déchanter...

Déménager, donc. Mais pour aller où? Selon une étude réalisée par l'institut OpinionWay pour l'*Officiel du déménagement*, Aix-en-Provence et Bordeaux arrivent en tête des souhaits des Français devant Vannes, Biarritz, Nantes, Annecy, Toulouse, Montpellier, Nice, Lyon, Paris, Perpignan, Rennes, Marseille et Ajaccio. Les actuels habitants du Sud-Ouest choisiraient Toulouse, ceux du Grand Est iraient plutôt à Annecy, ceux du Nord-Ouest vers Vannes et Nantes. Bizarrerie: 11% des Franciliens iraient... à Paris, que tant d'habitants quittent (plus de 10 000 par an) ou rêvent de quitter.

SÉRÉNITÉ BRETONNE

Je ne sais pas si les candidats au déménagement s'inspireront de cette étude avant de choisir une destination: depuis le début du confinement, la Fondation pour l'Innovation politique (Fondapol) étudie, dans vingt pays, le niveau de peur, d'espoir et de colère des populations. Les résultats sont intéressants, car le degré de peur n'est pas proportionnel au nombre de victimes du coronavirus.

Dès le début de la pandémie, c'est en Bretagne que les habi-

tants avaient le moins peur [31,6%]. Normal, dira-t-on, c'est aussi l'une des régions les plus épargnées par la crise sanitaire. Oui, mais le Grand Est, touché avant tout de monde et de manière catastrophique, ne comptait que 38,5% de déclarations de « peur ». A ce moment précis, on comptait 329 hospitalisations pour cause de Covid-19 en Bretagne et 3 378 dans le Grand Est. Le pourcentage de la peur montait à plus de 45% en Bourgogne-Franche Comté et plus de 49% dans les Hauts de France. C'est en Île-de-France, sans doute pour une conjonction de motifs, que « l'espoir » était le plus faible [31,5%] et en région Sud [ex-Paca] et Corse qu'il était le plus élevé [au-delà de 39%]. Voilà qui fera plaisir au professeur Didier Raoult... Il sera intéressant, avec un peu de recul, d'étudier les chiffres dans les pays équivalents.

Les chiffres sont revus et actualisés au fur et à mesure que diminue la gravité de la pandémie. Aujourd'hui, constatent ses initiateurs, Dominique Reynié et Madeleine Hamel, « *la peur diminue, l'espoir augmente modérément mais la colère ne faiblit pas* ». Mesurés au moment du déconfinement, les pourcentages relatifs à la colère grimpaient au-dessus de 40% partout sauf en Bretagne [décidément!] et en Centre-Val de Loire. Ils étaient en revanche supérieurs à 50% dans quatre régions: Bourgogne-Franche Comté [54,2%], Sud et Corse [52,6%], Occitanie [51%], Hauts-de-France [51%]. La colère, cette vieille maladie française...

ON S'ENFERME OU ON SORT?

Les scientifiques sont comme les responsables politiques: ils se contredisent souvent. Dans un premier temps, le Conseil scientifique mis en place à l'Élysée par Emmanuel Macron avait préconisé une réouverture des écoles, collèges et lycées seulement en septembre, et surtout pas avant. Les politiques ne l'avaient pas écouté, au grand dam de certains parents et professeurs, et le Conseil scientifique avait pris acte de la décision tout en gardant ses distances. Attention, danger, semblait-il dire. Les établissements scolaires ont rouvert peu à peu leurs portes, avec des mesures de sécurité plus ou moins aberrantes et intenable. Aucune source de « deuxième vague » n'y a été enregistrée.

Voilà donc que le président du Comité scientifique, le professeur



Illustrations d'après photos DR

Jean-François Delfraissy, après avoir dit en mars que les masques ne servaient à rien, juge que grâce aux masques et au lavage de mains la situation est sous contrôle. Ce qui est incontestable. Mais il va plus loin : «*Laissons les gens vivre!*» lance-t-il dans le JDD en préconisant un allègement des procédures à l'école, notamment pour les repas, les récréations et la pratique du sport.

Jean-François Delfraissy a le mérite de reconnaître qu'au début de la pandémie, faute d'informations suffisantes, la France avait «*probablement fait des erreurs d'évaluation*». Il souhaite d'ailleurs que le Conseil scientifique cesse son activité en juillet. Ce qui pourrait bien arriver, tant les déclarations du professeur ont énervé ceux qu'il reconnaît, à demi-mots, avoir mal conseillés...

Accélérer le rythme d'une vie normale à l'école, presque tout le monde semble y être favorable. Mais il y a un petit problème : ce n'est sûrement pas possible. Actuellement, environ 90 % des écoles et collèges sont ouverts au bénéfice de 1,8 million d'élèves [sur 6,7 millions!] et de 400 000 collégiens [sur 3,4 millions]. Entre 55 et 60 % des enseignants sont présents. Où sont passés les autres ? Certains sont malades ou déclarent vivre, comme dans toutes les autres professions, avec une personne vulnérable.

En fait, au ministère de l'Éducation nationale, on avoue... qu'on ne sait pas. On ne veut visiblement pas savoir, et pour cause : si une grosse majorité de professeurs ont suivi leurs élèves, donné et corrigé des devoirs dans des conditions très difficiles, environ 5 ou 6 % des enseignants se seraient mis en roue libre, sans aucun contrôle, en attendant les grandes vacances. Heureusement que les caissières et les éboueurs n'ont pas fait de même. «*À la fin du mois, s'indigne le député LREM Anne-Christine Lang, citée par l'Opinion, celui qui n'aura rien fait touchera 100% de son salaire, comme celui qui se sera démené, aura fait tous ses cours à distances et aura pris du temps pour soutenir ses élèves en difficulté*».

Comme par hasard, indique-t-on au ministère, les établissements privés ont repris les cours avec davantage de présence et d'entrain. Et, bizarrement [?], la carte des établissements enregistrant peu de professeurs présents correspond à la carte des établissements les plus prompts à faire la grève. Mais chut.

LA HAINE DE LA FRANCE

Un front inattendu vient de s'ouvrir avec les manifestations contre les violences policières importées des États-Unis, qui remettent au premier plan l'affaire Adama Traoré, nom de ce jeune homme noir de 24 ans, mort en juillet 2016 à Beaumont-sur-Oise, à la suite d'une interpellation par deux gendarmes. On ne peut résumer ici toute l'affaire, une succession d'expertises et de contre-expertises, de polémiques, de manifestations, mais sans décision de justice à ce jour. Coïncidence de date, le 29 mai, quatre jours après la mort de George Floyd à Minneapolis, une nouvelle expertise médicale a écarté la responsabilité des gendarmes. D'où une manifestation d'environ 20 000 personnes devant le Palais de Justice de Paris pour dénoncer le racisme, suivie de nombreuses autres à travers le pays. Manifestation où se mêlaient de réelles indignations, des questions légitimes sur les violences policières et des récupérations de la part d'«*indigénistes*» et «*décolonialistes*» toujours aux premières loges pour taper sur la France.

Etrangement, le Président de la République est resté silencieux sur le sujet, avant de demander à Nicole Belloubet, ministre de la Justice, de se pencher sur l'affaire Traoré. Malgré la séparation des pouvoirs. Là, un couac : «*Il n'appartient pas au Garde des Sceaux d'intervenir dans une affaire individuelle*», fait savoir le 8 juin le cabinet de la ministre. Qui, sans doute pressée par le président, annonce le soir même qu'elle recevra la sulfureuse famille d'Adama Traoré. Celle-ci a beau jeu, le lendemain, de répondre qu'elle ne viendra pas au rendez-vous.

Pour tenter de calmer le jeu, le procureur de la République Rémi Heitz affirme que «*la justice met tout en œuvre pour parvenir à la manifestation de la vérité sur les circonstances du décès d'Adama Traoré*» et que le juge d'instruction entendra en juillet les témoins. D'ici là, il y aura d'autres manifs, avec des risques importants de débordements, manifs où l'on entendra encore des phrases comme celle-ci : «*la France est un pays totalitaire, terroriste, esclavagiste, colonialiste*». Comme si, chez certains, la haine de la France tenait lieu d'unique conviction. Comme si l'universalisme français était désormais aux abonnés absents. ■

Nouveau en Corse

“ Les experts en **signalétique** ”



publicité adhésive
enseigne - signalétique
décoration vitrine - totem
banderole - habillage véhicule
signalétique extérieure
chevalet - panneau
impression grand format
cartes de visite - flyers
dépliants...

**Et bien d'autres supports
de communication visuelle !**

04 95 32 11 11

RN 193 Rond Point Ceppe
Lieu dit Cardello
20620 Biguglia
Tél. 04 95 32 11 11
E-mail : contact@pano-bastia.fr
www.pano-bastia.fr



du lundi au vendredi de 9h30 à 18h00

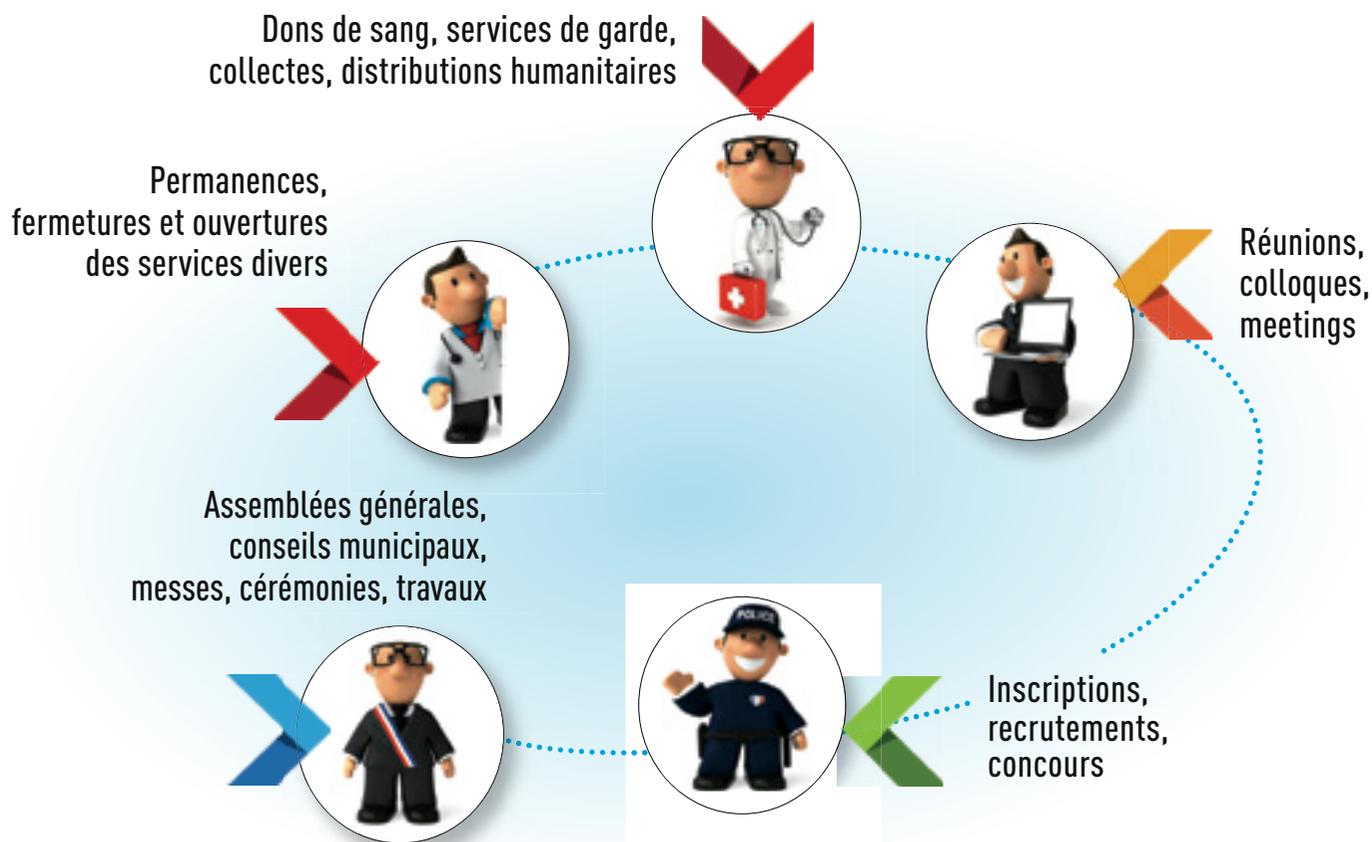
POUR ANNONCER GRATUITEMENT
LES **RENDEZ-VOUS**
DE VOS ASSOCIATIONS
ET COMMUNES



**SERVICE
GRATUIT**

www.icn.corsica/publier-une-info

L'agenda en ligne de votre commune ou de votre association



**POUR COMMUNIQUER
DANS L'AGENDA DE MA COMMUNE**

JE ME RENDS SUR

www.icn.corsica/publier-une-info



**AGIR
PLUS**

SOLUTION TRAVAUX BONIFIÉS **ISOLATION, EAU CHAUDE, CHAUFFAGE...**

Pour bénéficier d'une prime bonifiée, faites votre simulation et demandez un devis à une entreprise partenaire Agir Plus sur corse.edf.fr/agirplus/



L'énergie est notre avenir, économisons-la ! - L'energia hè u nostru avvene, tenimula à contu.

Programme en faveur de la maîtrise de la demande en énergie piloté par le Comité MDE de Corse et financé par l'Etat.